

Voilà, monsieur le Président, la vraie tradition à laquelle les Canadiens et les Canadiennes sont attachés, des valeurs d'excellence, des valeurs de démocratie et ce désir de pouvoir concevoir un avenir meilleur et prospère. Et ce Budget permettra à ce pays de se redonner cette marge de manoeuvre nécessaire au maintien des programmes sociaux et de notre qualité de vie.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Pour la période des questions et des observations, la parole est au député de London-Est.

M. Fontana: J'ai écouté avec intérêt les commentaires du député sur le budget, et surtout sur la façon dont le gouvernement juge la situation.

Le député peut-il préciser pourquoi on ne peut pas blâmer le gouvernement actuel pour tout le déficit et le doublement de la dette survenus au cours des cinq dernières années.

Comme mon collègue l'a mentionné, la dette de notre pays est passée de 140 à 370 milliards de dollars au cours des six années d'expansion économique exceptionnelle que la majorité des régions et des habitants du Canada viennent de connaître. Au lieu de les assumer lui-même, le gouvernement veut maintenant faire supporter les conséquences de sa mauvaise administration des ressources aux contribuables et en particulier à ceux dont les revenus sont moyens et dont le fardeau fiscal a déjà augmenté d'environ 2 000 dollars au cours des cinq dernières années.

Comment le député peut-il oser dire que le problème vient du fait que les Canadiens sont insatiables et vivent au-dessus de leurs moyens et que tout le monde doit se serrer la ceinture, alors que le gouvernement a réussi à doubler la dette du Canada en cinq ans? Si le député peut répondre à cette question, j'en aurai une autre à lui poser.

[Français]

M. Robitaille: Monsieur le Président, je remercie l'honorable député de ses commentaires, de sa question. Ce que je lui dirai, c'est que le dernier gouvernement libéral a fait augmenter les dépenses au titre des programmes d'en moyenne 15,1 p. 100 par année. Nous avons ramené, à titre de gouvernement, ce taux de croissance à 5 p. 100 au cours de notre premier mandat. De 1988 à 1993, les dépenses n'augmenteront que de 3,9 p. 100 par année.

Lorsque l'honorable député—ce n'est pas la première fois que cela arrive, monsieur le Président, lors de mon dernier discours en cette Chambre, on m'avait posé la même question et je vais lui redonner la même réponse—semble dire que la dette a augmenté de près de 100

milliards, je lui rappellerai que malgré le fait que nous avons réduit le déficit de 10 milliards, monsieur le Président, il en reste toujours bien 28 milliards qui s'accumulent et qui vont se greffer à la dette nationale.

Le taux de croissance, monsieur le Président, de la dette publique a été ramené de 24 p. 100 qu'il était en 1984 à moins de 10 p. 100 l'an dernier. Pour la première fois en quinze ans le taux de croissance de la dette n'a pas dépassé 10 p. 100. Je crois que c'est une réponse très valable. De plus, je m'amuse beaucoup, monsieur le Président! Je m'amuse beaucoup parce que l'honorable député semble me dire que nous faisons porter le fardeau de la dette sur le dos des gens à revenus moyens. Ça me fait rire un petit peu, monsieur le Président, parce que j'ai en main un article de l'ex-candidate libérale de ma circonscription. Je pense qu'il va être en mesure d'expliquer clairement ce que l'honorable député veut me dire. J'en lirai juste un petit bout. M^{me} Brouillette, qui était candidate libérale, a dit: «Je ne suis pas fiscaliste, mais je suis entièrement contre la politique conservatrice qui s'installe entre les riches et les pauvres, en faisant profiter ces derniers.» Imaginez-vous, monsieur le Président! Je pense que c'est éloquent. On nous accuse continuellement de faire porter le fardeau de la dette au détriment des pauvres. L'honorable député se lève en cette Chambre, et il dit: On le fait porter par les gens à moyen revenu. Une ex-candidate libérale, mais une bonne amie du député de Laurier—Sainte-Marie (M. Malépart), déclare dans les journaux que le gouvernement conservateur est un Robin des Bois, et que c'est inacceptable. Il n'y a plus rien à comprendre, monsieur le Président. Je terminerai tout simplement là-dessus.

[Traduction]

M. Fontana: Je ne suis pas sûr que le député a répondu à ma question. Je devrais peut-être laisser d'autres députés la lui poser de nouveau.

A la réunion du comité des finances, hier soir, M. Peters, vice-président principal de la Banque Toronto-Dominion, a déclaré que les pratiques monétaires et les emprunts du gouvernement avaient ajouté 5 milliards de dollars au déficit en 1988. En maintenant les taux d'intérêt à 2 ou 3 p. 100 au-dessus de ceux des États-Unis, le gouvernement a payé plus cher ses emprunts sur les marchés monétaires, c'est pourquoi le déficit a augmenté de 5 milliards de dollars. C'est de la mauvaise gestion.

Le compte rendu prouvera que cette augmentation du déficit est attribuable à la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement selon cet expert, et le gouvernement ose maintenant demander aux Canadiens à revenus moyens et faibles de payer pour ses erreurs. S'il revient à la charge en 1989 avec une nouvelle loi portant pouvoir